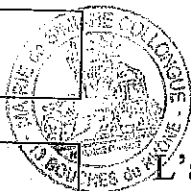


EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL



Nombre de

Conseillers :

en exercice :

présents :

votants :

29

25

29

L'an deux mille dix-huit,

le : vingt-neuf Juin,

le Conseil Municipal de la Commune de SIMIANE
COLLONGUE,

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie, sous la présidence de M. Philippe ARDHUIN,
Maire.

N° 59/2018

Date de convocation du Conseil Municipal : 22 Juin 2018

PRESENTS : MM. TOUS EXCEPTES :

OBJET :

**PROCEDURE DE
DECLARATION
DE PROJET -
SECTEUR DES
FRENESES ET
CONCERTATION
PREALABLE
VOLONTAIRE**

PROCURATIONS :

- M. Christian ARNAUD à Mme Violette STISSI
- M. Jean-Marc CHLANEA à M. Philippe CHANTRAINE
- Mme Chantal DURIAUX à M. Robert CANAMAS
- Mme Paule RANUCCI à M. Jean LE PESQ

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-54 à L.153-59 et L.300-6 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L.121-15-1-3°, L.121-17 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 08/10/2013 et ses modifications successives ;

Considérant que la commune de Simiane-Collongue envisage de réaliser une opération mixte de 70 logements dont 50% de logements locatifs sociaux avec un Centre de Surveillance Urbaine (CSU) sur le secteur des Fresnes ;

**Certifié exécutoire
Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture**

le : 11/07/2018

Publié ou Notifié

le : 03/07/2018

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue nécessite des ajustements pour la réalisation d'un tel projet d'aménagement. En effet, pour permettre la réalisation du projet, il est nécessaire :

- Que les terrains concernés classés actuellement en zone UE du PLU, correspondant à des terrains spécialement aménagés en vue de recevoir des constructions ou installations à usage d'activités économiques, soient reclassés en zone résidentielle UD du PLU, comprenant un sous-secteur spécifique pour permettre une adaptation des règles d'urbanisme aux besoins de ce projet spécifique (adaptation des hauteurs notamment),
- Que le Projet d'Aménagement et de Développement Durable soit ajusté dans la mesure où actuellement le secteur des Frênes est identifié en tant que secteur à vocation économique ;

Considérant que ces ajustements nécessitent l'organisation d'une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU ;

Considérant que cette procédure peut s'appliquer indifféremment aux actions, opérations ou programmes de constructions publics ou privés, présentant un intérêt général ;

Considérant qu'un tel projet présente un réel intérêt général, notamment en termes de production de logements sociaux ;

Considérant que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU peut être initiée par une personne publique autre que celle compétente sur le document d'urbanisme applicable sur le lieu du projet, sous réserve que la personne publique soit compétente pour mettre en œuvre le projet poursuivi ;

Considérant que dans ce contexte, la procédure de déclaration de projet en vue d'une mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme est initiée par la Commune, Néanmoins, la Métropole désormais compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, interviendra en fin de procédure pour mettre en compatibilité le PLU de la commune ;

Considérant qu'il est proposé que le projet soit soumis à concertation préalable pendant une durée d'un mois selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition d'un registre en mairie
- Mise en place d'un panneau d'exposition ;

Considérant que la concertation se déroulera du 15 septembre au 15 octobre 2018 ;

Considérant que 15 jours avant le début de la concertation, le public sera de nouveau informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée, sur les sites internet de la commune et de la Métropole et par voie d'affichage en mairie de Simiane-Collongue et au siège de la Métropole ;

Considérant que la procédure de déclaration de projet est décrite par l'article L.123-14-2 du Code de l'urbanisme qui prévoit que :

- Le dossier de déclaration de projet doit faire l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunal compétent et des personnes publiques associées avant sa mise à l'enquête conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme.
- Le projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme est soumis à l'enquête publique par l'autorité administrative compétente de l'Etat conformément à l'article L.153-55 du Code de l'urbanisme.
- La mise en compatibilité du document d'urbanisme, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et du résultat de l'enquête, est approuvée par déclaration de projet prise par délibération du conseil de la Métropole ;

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et considérant que la déclaration de projet est justifiée au regard des éléments exposés par Monsieur le Maire et qu'elle présente un intérêt général ;

Le Conseil Municipal décide :

- **DE LANCER** la procédure de déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Simiane-Collongue.
- **D'APPROUVER** les modalités de concertation du public telles que précisés dans la présente délibération.

Conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la commune.

Conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et d'une mention au recueil des actes administratifs.

- POUR : 23
- ABSTENTIONS : 6 (MM. Christian ARNAUD – Bruno GERARA – Jean-Pierre PERRIER – Sylvie PIQUENOT – Violette STISSI – Marie-Claire TARDY)

La délibération est adoptée.

Le Maire,
Philippe ARDHUIN

